

**CPPNI BRANCHE IEG  
SÉANCE DU 9 SEPTEMBRE 2021**

**DÉCLARATION FO ÉNERGIE ET MINES**

Mesdames, Messieurs les représentants des employeurs,

Pour cette réunion de rentrée de la CPPNI, FO Énergie et Mines tient à vous alerter sur quelques sujets essentiels concernant les personnels des IEG et parallèlement ceux qui y sont étroitement liés, notamment le dialogue social au sein de la Branche des Industries Electriques et Gazières.

Dans un premier temps, un des sujets de rentrée concerne la volonté de nouveau exprimée de la part du gouvernement concernant le dossier retraite.

Nous avons été attentifs à ce que la presse se délecte de relayer concernant les discours politiques, démagogiques, voire populistes des membres du gouvernement et du président de la République lui-même au sujet d'une réforme des retraites qui passerait par la suppression des régimes spéciaux, condition inéluctable, à les entendre, pour sauver la retraite !

Les médias, si ceux-ci étaient professionnels, devraient souligner que notre régime de retraite contribue à la solidarité nationale en dégageant des excédents, ce qui est le cas d'ailleurs pour notre régime de protection sociale dont les excédents sont spoliés régulièrement par l'ÉTAT...

Que dire de ces balivernes, hormis le fait que l'exercice réalisé en devient ridicule et grossier sachant que personne n'est dupe et que l'enjeu pour le président de la République n'est autre que les élections présidentielles 2022 !

Alors que les marges des entreprises ont atteint un niveau record sans précédent depuis 1949, et que les résultats et dividendes des entreprises du CAC 40 ont progressé en 2020 de plus de 22 %, le président de la République et son gouvernement devraient plutôt se poser la question de la rétribution du Travail et du niveau de redistribution des « richesses » à travers le salaire différé que représente la protection sociale, dont la retraite est un des piliers !

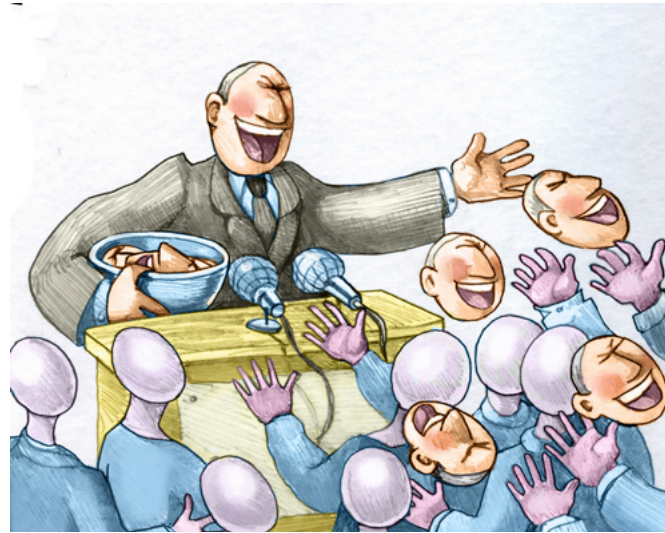
Pour FO, la solution doit passer par la redistribution de la productivité et des bénéfices en augmentant les salaires et les retraites, c'est l'essentiel du message de FO dans la mobilisation décidée pour le 5 octobre 2021.

Un des autres sujets de rentrée concerne la passe sanitaire, et sur ce point il n'appartient pas à la fédération FO Énergie et Mines de déterminer la gestion de la pandémie COVID-19 et la politique de vaccination.

Pour autant, nous pouvons constater que pour masquer les conséquences des politiques mises en œuvre tant pour la gestion de cette crise que sur la politique de santé, la classe politique et au premier rang le gouvernement, n'hésitent pas depuis le début de cette crise à utiliser la contrainte, et la privation de libertés individuelles et collectives.

Notre syndicalisme ne dictera pas à chacun ce qui relève de sa décision personnelle et de sa vie de citoyen. Il est scientifiquement prouvé que la vaccination a permis de contrôler, voire éradiquer plusieurs maladies. L'histoire a aussi prouvé que la contrainte, la menace, la privation de son libre arbitre ne sont pas les meilleurs moyens de convaincre les Français !

Au sein des IEG, nous réitérons le fait que FO Énergie et Mines ne pourra accepter qu'un salarié sans passe sanitaire soit sanctionné, suspendu, voire licencié.



Un autre sujet est lié directement aux travaux de la CPPNI et concerne la négociation du système classification/rémunération. FO Énergie et mines tient à alerter les employeurs sur les nombreuses réactions négatives des salariés liées aux propositions des employeurs à ce stade de la négociation. Clairement, le personnel juge ces propositions et ce nouveau système moins-disants que l'actuel.

Très clairement, FO Énergie et Mines également !

Nous l'avons exprimé à plusieurs reprises, de nombreux éléments de ce dossier ne sont pas pour nous acceptables et si la négociation ne prend pas une autre orientation, notre mandat sera à mille lieues d'une signature d'un projet d'accord.

FO Énergie et Mines n'accompagnera pas un nouveau système qui sera synonyme à court, moyen et long terme de perte supplémentaire de pouvoir d'achat pour la majorité des personnels des Industries Electriques et Gazières. Émettre encore davantage la reconnaissance n'est pas une solution acceptable et les engagements mis en avant lors des séances de négociation ne nous rassurent pas compte tenu de la détérioration depuis sa mise en œuvre de l'utilisation du système actuel par les différents employeurs de la Branche...

Pour finir, FO Énergie et Mines tient à sensibiliser les employeurs sur le fait que le dialogue social de Branche est un élément essentiel pour une Branche telle que la nôtre, soumise à des tensions diverses et variées selon le moment et selon le contexte. Il n'en demeure pas moins que les employeurs de la Branche doivent garder à l'esprit que ce dialogue social de Branche sera efficace pour la Branche tout autant que cela passe par un réel dialogue, de réelles négociations. Le législateur a misé, dans sa volonté de moderniser le dialogue social, sur l'intelligence collective. Pour FO Énergie et Mines, l'intelligence collective n'est pas synonyme d'acceptation de tout, notamment de solutions moins-disantes à chaque négociation... Nous espérons que les travaux à venir nous démontreront que des progrès sociaux sont possibles au sein de la Branche des IEG.

